**Questionnaire pour une demande de Statut Participatif pour les OING avec le Conseil de l’Europe [Résolution(2016)3]**

**Prochain cycle 2023 – merci d’envoyer votre dossier complet à:** [**NGO-Unit@coe.int**](mailto:NGO-Unit@coe.int) **avant le 28 février 2023**

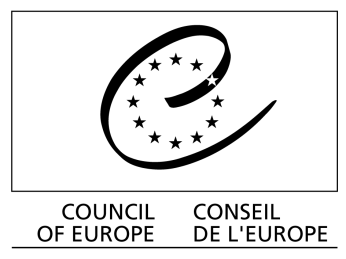
**ou par courrier :**

**Division de la société civile et de l’innovation démocratique**

**Direction Générale de la Démocratie**

**Conseil de l’Europe**

**F - 67075 Strasbourg Cedex**



**A. Informations générales:**

**1 Nom et sigle de l'OING en français et en anglais**:

**2 Adresse**:

Rue :

Ville :

Code postal :

Pays:

Téléphone:

Fax:

E-mail:

site web:

**3 Année de création**:

**4. Nature de l’ONG :**

Association, Fédération des Associations, Fondation, Organisation professionnelle :

**5 Structure organique**:

Président: nom, prénom, adresse:

Secrétaire général: nom, prénom, adresse:

Structure et fonctionnement des organes dirigeants:

Personnel :

Nombre des membres :

**6 Financement:**

Cotisations membres

Subventions publiques

Donations privées

Autre : préciser

**7 Objectifs**:

Expliquez brièvement les objectifs, la charge et la mission de l'OING:

**8 Activités de l’OING**:

**9 Public concerné**:

Veuillez décrire brièvement le support (membres, sympathisants, bienfaiteurs) de l'OING:

**10 Accréditations auprès d'autres organisations internationales intergouvernementales** (Préciser les noms des organisations) :

**11 Publications**:

Titres/périodicité (n°/an/tirage):

Votre OING publie-t-elle un rapport annuel?

oui non

Votre OING publie-t-elle une bibliographie ou d'autres documents, périodiques et/ou pédagogiques?

oui non

Veuillez donner une liste de publications/périodiques particulièrement typiques de votre domaine d'activité:

**12 Représentation géographique**:

(Veuillez indiquer les pays dans lesquels votre OING est représentée):

**Europe:**

Albanie

Andorre

Arménie

Autriche

Azerbaïdjan

Belgique

Belarus

Bosnie et Herzégovine

Bulgarie

Croatie

Chypre

République tchèque

Danemark

Estonie

Finlande

France

Géorgie

Allemagne

Grèce

Hongrie

Islande

Irlande

Italie

Lettonie

Liechtenstein

Lituanie

Luxembourg

Malte

République de Moldova

Monaco

Monténégro

Pays-Bas

Macédoine du nord

Norvège

Pologne

Portugal

Roumanie

Fédération de Russie

Saint-Marin

Serbie

Slovaquie

Slovénie

Espagne

Suède

Suisse

Turquie

Royaume Uni

Ukraine

**A l'échelle mondiale:**

Afrique

Amérique

Asie

Océanie

Asie centrale

Moyen orient

**B. Les domaines de coopération avec le Conseil de l'Europe**

Veuillez indiquer les domaines d'activités de votre OING qui correspondent au Programme d’Activités du Conseil de l’Europe :

**Droits de l’Homme**

**La protection des droits humains**

🞏 Cour européenne des droits de l’homme

🞏 Exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l’homme

🞏 Renforcer l’efficacité du système de la Cour européenne des droits de l’homme

aux niveaux national et européen

🞏 Comité pour la prévention de la torture (CPT)

 HELP - Programme européen de formation aux droits de l'homme pour les professionnels du droit

 Intelligence artificielle et droits de l'homme

 Plateforme pour la protection des journalistes

**La promotion des droits humains**

 Commissaire aux droits de l'homme

 Liberté d'expression

 Egalité femmes hommes

 Violence à l'égard des femmes et violence domestique - GREVIO

 Traite des êtres humains - GRETA

 Droits des personnes handicapées

 Racisme et intolérance - ECRI

 Roms et Gens du voyage

 Droits des migrants

 Minorités nationales - FCNM

 Langues régionales et minoritaires

 Droits des enfants

 Orientation sexuelle et l'identité de genre – LGBT

**Garantir les droits sociaux**

 Charte sociale européenne

 Plateforme européenne de cohésion sociale

 Santé publique et Bioéthique

 Direction européenne de la qualité du médicament et soin de santé - EDQM / Pharmacopée européenne

**Etat de droit**

**Justice**

🞏 Efficacité de la justice

**Normes et politiques communes**

 Commission européenne pour la démocratie par le droit - Commission de Venise

 Problèmes criminels - Comité européen pour les problèmes criminels - CDPC

 Prisons et sanctions et mesures appliquées dans la communauté

 Protection des données

 Justice pénale transnationale

 Comité européen de coopération juridique - CDCJ

 Droit International Public - Comité des Conseillers juridiques - CAHDI

 Observatoire européen de l'audiovisuel

 Gouvernance de l'Internet

 Sécurité biologique et utilisation des animaux

**Menaces contre l'Etat de droit**

**** Groupe d’Etats contre la corruption - GRECO

 Blanchiment des capitaux - MONEYVAL

 Coopération en matière de droit pénal

 Agir contre la corruption et la criminalité économique

 Terrorisme

 Cybercriminalité

 Contrefaçon de produits médicaux - Convention MEDICRIME

 Abus et trafic illicite de drogues Groupe Pompidou

**Démocratie**

**Gouvernance démocratique**

🞏 Assemblée parlementaire

🞏 Congrès des pouvoirs locaux et régionaux

**** Participation de la société civile

 Bonne gouvernance

 Assistance électorale

**Sociétés démocratiques durables**

 Programme des « Cités interculturelles »

 Diversité culturelle - Itinéraires culturels

 Eurimages - Fonds de soutien au cinéma européen

 Dialogue interculturel - Centre Nord-Sud

 Education à la citoyenneté démocratique

 Cohésion sociale - Banque de développement CEB

 Education interculturelle - Centre européen pour les langues vivantes CELV

 Catastrophes naturelles - Risques naturels et technologiques EUR-OPA

 Convention de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe

 Convention européenne du paysage

 Education et formation interculturelles - Centre européen de la Jeunesse Strasbourg CEJS et Budapest CEJB

 Jeunesse : accès aux droits, participation des jeunes

 Soutien aux activités de jeunesse - Fonds Européen pour la Jeunesse FEJ

 Mobilité des Jeunes par la Carte Jeunes

 Promouvoir le fair-play dans un sport sans dopage ni violence - Accord partiel élargi sur le Sport APES

**C. Les modalités de coopération avec le Conseil de l'Europe**

**1. Le statut participatif peut être accordé aux OING qui ont déjà des relations de travail avec le Conseil de l’Europe. Veuillez préciser de quelle manière votre OING coopère avec le Conseil de l’Europe** (préciser quelle instance ou service, les noms des personnes de contact, les dates, les méthodes de coopération, par exemple : activités communes, commentaires sur les projets de documents, échange d'information, participation en tant qu’expert dans une activité du Conseil de l’Europe, participation d’un représentant du Conseil de l’Europe dans une activité organisée par votre ONG, etc.):

Directions du Secrétariat Général:

Comités intergouvernementaux:

Assemblée Parlementaire du Conseil de l’Europe:

Congrès des Pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe:

Centres européens de la Jeunesse (Strasbourg et Budapest):

Centre Nord-Sud (Lisbonne):

Bureaux extérieurs du Conseil de l'Europe :

**2. Par quels moyens et auprès de quel public votre OING pourrait-elle faire connaître les activités du Conseil de l'Europe?**

**Nom et Signature**:

**Fonction**:

**Date**:

**Avez-vous joint tous les documents requis pour appuyer votre demande de statut participatif ? (Résolution (2016)3, § 5)**

**🗸 les statuts de l'OING en français ou en anglais**

**🗸 un relevé des organisations membres**

**🗸 un rapport d’activités et financiers couvrant les deux dernières années**

**🗸 une déclaration selon laquelle l'OING accepte les principes exposés dans le préambule et l'article 1er du Statut du Conseil de l'Europe**